

## DECRET N° 06 229

Fixant les règles d'application  
de certaines dispositions de la loi n° 92.002 du 26 Mai 1992,  
portant libéralisation des prix et réglementation de la  
Concurrence en République Centrafricaine.

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT

- Vu* la Constitution du 27 Décembre 2004 ;
- Vu* la loi n° 92.002 du 26 Mai 1992, portant libéralisation des prix et réglementation de la concurrence en République Centrafricaine ;
- Vu* le Décret n° 05.143 du 11 Juin 2005, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu* le Décret n° 05.153 du 19 juin 2005, portant nomination des Membres du Gouvernement et ses modificatifs subséquents ;
- Vu* le Décret n° 05.013 du 13 Janvier 2005, portant organisation et fonctionnement du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé.

SUR RAPPORT DU MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,  
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU

DECRETE



## CHAPITRE 1<sup>er</sup> : DES DISPOSITIONS GENERALES

Art.1<sup>er</sup> : Le présent Décret fixe les règles d'application de la Loi n° 92.002 du 26 Mai 1992, en ce qui concerne les pratiques anticoncurrentielles, la transparence et les pratiques restrictives et les procédures de répression.

Art. 2 : Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée s'appliquent également aux activités de distribution y compris celles qui sont le fait des personnes publiques.

## CHAPITRE 2 : DES DEFINITIONS.

Art. 3 : Au sens du présent Décret, les termes et/ou expressions suivants s'entendent ainsi qu'il suit :

- **Les ventes ou prestations liées :**
  - sont les ventes ou prestations dont la quantité est définie par le vendeur et ne peut être contestée par l'acheteur ;
  - par lots composites : il s'agit de lots associés des produits différents sans que l'acheteur n'ait la possibilité de se procurer exclusivement l'article désiré ;
  - par vente ou prestations conditionnelles : le refus de satisfaire la demande d'un client, s'il n'achète pas en même temps un autre produit ou service.
- **Les ventes et prestations avec primes :** les ventes ou prestations dont les primes sont les produits, biens et services différents de ceux qui font l'objet de la vente ou de la prestation.
- **Les pratiques discriminatoires :** sont des pratiques commerciales qui consistent à traiter suivant soit des modalités différentes concernant les prix, les conditions de paiement, soit les clients ou les fournisseurs qui achètent ou vendent selon les modalités comparables : quantités et/ou conditions de livraisons.
- **Le stock :** désigne toute quantité de produit utilisable en l'état ou de produit devant faire l'objet de transformation ou de conditionnement.
- **La rétention de stock :** est le fait de différer la mise en vente ou la vente des matières premières ou de produits intermédiaires ou fournis en quantité sensiblement supérieure au stock normal.
- **Les soldes :** sont les ventes présentant un caractère réellement ou apparemment occasionnel accompagnées ou précédées de publicité et annonces tendant à l'écoulement accéléré de tout ou partie d'un stock de marchandises.



- **Les liquidations** : sont les ventes accompagnées ou précédées de publicité présentant un caractère réellement ou apparemment occasionnel ou exceptionnel, tendant à l'écoulement accéléré de la totalité ou d'une partie des marchandises d'une entreprise à la suite de la décision de cesser le commerce, d'en modifier la structure ou les conditions d'exploitation.
- **Les ventes au déballage** : sont les ventes précédées ou accompagnées de publicité, effectuées sur des emplacements ou dans les locaux non habituellement destinés au commerce considéré et présentant un caractère réellement ou apparemment occasionnel ou exceptionnel. Ce caractère peut résulter du mode d'acquisition des marchandises, de l'importance du stock mis en vente, des prix annoncés ou pour toute autre cause.
- **La concentration** : résulte de tout acte, quelle que soit la forme, qui emporte transfert de propriété ou de jouissance sur tout ou partie de biens, droits et obligations d'une entreprise ou qui a pour objet ou pour effet de permettre à une entreprise ou à un groupe d'entreprises d'exercer directement ou indirectement sur une ou plusieurs autres entreprises une influence déterminante.
- **Le paracommercialisme désigne** :
  - les ventes et prestations de service effectuées sans autorisation sur le domaine public ;
  - les ventes et prestations réalisées par les organismes bénéficiant des privilèges sociaux et fiscaux sans que de telles activités soient prévues par leurs statuts, notamment les associations, les coopératives, les administrations .
- **La tromperie** consiste à livrer une marchandise ou à exécuter un service dont les qualités ou les résultats ne sont pas conformes à ce qu'il est normal d'en attendre.
- **La falsification** consiste à modifier la composition d'une marchandise par :
  - addition d'une substance ou l'emploi d'un additif non autorisé ;
  - soustraction d'un élément précieux ;
  - substitution d'une partie constitutive de la marchandise par un produit de même nature ou de nature différente.
- **La détention illégitime** consiste à détenir sans motif légitime :
  - de poids et mesures faux ou autres appareils inexacts ;
  - des denrées, boissons, produits agricoles corrompus ou toxiques ;
  - des substances médicamenteuses périmées ;
  - des produits, objets ou appareils destinés à effectuer des falsifications des marchandises.



### CHAPITRE 3 : DES PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES.

**Art. 4 :** Sont prohibées au titre de l'alinéa 5, de l'article 4 de la loi n° 92.002 du 26 Mai 1992:

- la détention d'un stock de produits autres que celui de l'activité habituelle ;
- la dissimulation du stock destiné à la vente dans un autre lieu que les locaux commerciaux ;
- la fausse déclaration ;
- la rupture de stock non justifiable ;
- la pratique de la rétention de stock.

**Art. 5 :** Le détenteur de tout stock de produit doit tenir des fiches de stock à présenter à toute réquisition.

Les modalités d'application de cet article sont précisées par arrêté du Ministre Chargé du Commerce.

**Art 6 :** Est illicite, la revente de tout produit à un prix incluant une marge abusive par rapport aux frais effectivement supportés par le vendeur et fortement supérieur à la marge habituellement pratiquée au même stade de distribution des produits identiques ou similaires.

Les modalités d'application de cet article sont précisées par arrêté du Ministre Chargé du Commerce.

**Art. 7 :** Sont prohibées :

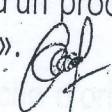
- les ventes ou prestations liées ;
- les ventes ou prestations avec prime ;
- les ventes discriminatoires.

**Art.8 :** Les ventes ou prestations liées sont autorisées lorsqu'elles concernent :

- les quantités correspondant aux demandes habituelles des consommateurs fréquentant chaque type de magasin ;
- les ventes par lots qui laissent la possibilité de scinder le lot pour acquérir les éléments qui les composent sans augmentation de leur prix unitaire et de trouver dans le magasin les articles le composant ;
- les journaux, magazines et revues qui peuvent proposer en vente indissociable des suppléments.

**Art. 9 :** Les ventes ou prestations avec prime sont autorisées lorsqu'elles concernent les échantillons destinés à l'appréciation de la qualité d'un produit et doivent porter la mention « Echantillon gratuit, ne peut être vendu ».

*Arrêté*  
*Ministre*





Art. 10 : Est interdite toute publicité comportant, sous quelque forme que ce soit, des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur, lorsque celles-ci portent sur un ou plusieurs des éléments ci-après :

- existence, nature, composition, qualité, mode et date de fabrication ;
- propriétés, prix et conditions de vente de biens ou services qui font l'objet de la publicité ;
- conditions de leur utilisation ;
- résultats qui peuvent être attendus de l'utilisation ;
- motifs ou procédés de la vente ou de la prestation de services, portée des engagements pris par l'annonceur ;
- identité, qualité ou aptitudes du fabricant, des revendeurs, des promoteurs ou des prestataires.

Art. 11: Ne sont pas considérées comme anticoncurrentielles outre les dispositions de l'article 8 de la loi n° 92.002 précitée :

- les pratiques dont les auteurs peuvent justifier qu'elles ont pour effet d'assurer un progrès économique et qu'elles réservent aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, sans donner la possibilité aux entreprises d'éliminer la concurrence pour une partie substantielle des produits en cause ;
- celles énumérées à l'article 2, alinéa 1 et 2 de la loi 92.002 précitée qui ne sont soumises à l'approbation du Ministre qu'après avis du Comité National de la Concurrence et de la Consommation.

Art. 12 : Le circuit de distribution est assuré par les agents économiques ci-après :

- producteur ;
- grossiste/Demi-grossiste ;
- détaillant ;
- consommateur.

Art 13 : Le producteur est tenu de ne vendre exclusivement qu'aux grossistes.

Art. 14 : Tout producteur est grossiste et doit se conformer strictement aux dispositions de l'article 15 ci-dessous.

Art. 15 : Le grossiste doit obligatoirement disposer d'un ou plusieurs magasins de détails, distinct (s) de son magasin de gros, à l'exception de la vente des matériaux de construction et des articles électroménagers dont les modalités d'acquisition sont précisées par un arrêté du Ministre Chargé du Commerce.

Art. 16 : La quantité minimum d'une vente en gros doit être égale ou supérieure à la douzaine d'un même article de même espèce.

Art. 17 : Les produits agricoles, de l'élevage et de la pêche d'origine locale ne sont pas concernés par les dispositions des articles 12, 13, 14 et 15 du présent Décret.



**Art. 18 :** Tout projet de concentration ou toute concentration doit être soumise au Ministre Chargé du Commerce pour décision après avis du Comité National de la Concurrence et la Consommation.

**Art. 19 :** Les dispositions de l'article 18 ci-dessus ne s'appliquent que lorsque les entreprises qui sont parties à l'acte ou qui en sont l'objet ou qui leur sont économiquement liées, ont soit réalisé ensemble 30% des ventes, achats ou autres transactions sur un marché national de biens, produits ou services substituables ou sur une partie substantielle d'un tel marché, soit réalisé ensemble un chiffre d'affaires d'au moins 1 milliard de francs CFA.

**Art.20 :** Une concentration de nature à affecter la concurrence pourrait être autorisée, si elle apporte « au progrès économique et social » une contribution suffisante pour compenser les atteintes à la concurrence.

**Art 21 :** La concentration qui n'est pas répréhensible comme infraction pénale, peut toutefois faire l'objet exceptionnellement d'une sanction pécuniaire, seulement en cas de refus des entreprises concentrées d'obéir aux injonctions du Comité National de la Concurrence et de la Consommation prévu à l'article 18 de la loi 92.002 du 26 Mai 1992.


Le montant maximum de la sanction est pour une personne morale de 5% du montant du chiffre d'affaires réalisé au cours du dernier exercice clos. Si le contrevenant est une personne physique, le maximum est de 10 millions de F CFA.

#### **CHAPITRE 4 : DE LA TRANSPARENCE ET DES PRATIQUES RESTRICTIVES**

**Art. 22 :** Le vendeur ou le prestataire de service est tenu de délivrer la facture dès la réalisation de la vente ou de prestation de service. L'acheteur est tenu de la réclamer.

La facture doit obligatoirement mentionner en français les éléments suivants :

- le nom, la raison sociale et l'adresse du vendeur et de l'acheteur ;
- le numéro d'immatriculation du vendeur,
- le numéro d'identification fiscale de l'acheteur;
- la date de vente ;
- la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire, le prix total ;
- tous les rabais, remises ou ristournes consentis.

La facture établie en double exemplaire, doit être conservée pendant une durée de trois ans au minimum par les deux parties au contrat. 



**Art. 23 :** Les ventes des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche effectuées directement par les producteurs sont exclues des dispositions de l'article 22 ci-dessus.

Toutefois, il peut être imposé à tout revendeur desdits produits la tenue de tous les documents jugés nécessaires.

**Art.24 :** La communication des barèmes de prix et les conditions de vente prévues à l'article 12 de la loi n° 92.002 du 26 Mai 1992 comprennent aussi les conditions de règlement et le cas échéant, les rabais et les ristournes.

Cette communication s'effectue par tout moyen conforme aux usages de la profession.

Les conditions dans lesquelles un distributeur se fait rémunérer par ses fournisseurs, en contre partie des services spécifiques, doivent être écrites.

**Art. 25 :** L'obligation à l'égard du consommateur prévue à l'article 14 de la loi n° 92.002 du 26 Mai 1992 ,concerne aussi tout producteur, commerçant, industriel ou artisan lorsqu'il :

- pratique, à l'égard d'un partenaire économique ou obtient de lui des prix, des délais de paiement, des conditions de vente ou des modalités de vente ou achat discriminatoires et non justifiées par des contreparties réelles, en créant, de ce fait, pour ce partenaire, un désavantage ou un avantage dans la concurrence ;
- refuse de satisfaire aux demandes des acheteurs des produits ou aux demandes de prestation de service, lorsque ces demandes ne présentent aucun caractère anormal, qu'elles sont faites de bonne foi ;
- subordonne la vente d'un produit ou la prestation de service soit à l'achat concomitant d'autres produits, soit à l'achat d'une quantité imposée, soit à la prestation d'un autre service.

**Art. 26 :** Il est interdit à toute personne morale ou physique d'imposer, directement ou indirectement un caractère minimal au prix de revente d'un produit ou d'un bien, au prix d'une prestation de service ou à une marge commerciale.

**Art.27 :** L'interdiction prévue à l'article 26 ci-dessus peut faire l'objet , par arrêté du Ministre Chargé du Commerce, d'une dérogation limitée pour un produit ou un service dont la commercialisation assure au producteur ou au distributeur un profit anormal et dont, l'exclusivité sous toutes ses formes, notamment le cahier de charges, comporte des garanties de qualité de conditionnement ou du service après vente, de la campagne publicitaire ou de l'obligation de pratiquer un prix uniforme dans une région.



Art 28 : Le paracommercialisme est prohibé sous toutes ses formes.

Art.29 : Est interdite la revente d'un produit à un prix inférieur à son prix d'achat effectif majoré des taxes y afférentes.

Le prix d'achat effectif s'entend le prix porté sur la facture déduction faite des rabais, remises de toute nature consentis par le fournisseur au moment de la facturation.

Art.30 : L'interdiction résultant de l'article 29 ci-dessus ne s'applique pas :

- aux produits périssables menacés d'altération rapide ;
- aux produits dont le prix d'achat du réapprovisionnement s'effectue à la baisse.

Dans ce cas le prix d'achat effectif est remplacé par le prix résultant soit de la nouvelle facture d'achat, soit de la valeur du réapprovisionnement :

- aux produits qui ne répondent plus à la demande générale en raison de l'évolution de la mode ou de l'apparition de perfectionnement technique, ainsi que les ventes en soldes ou en liquidation.

Art.31 : Sont autorisées les soldes, les liquidations et les ventes au déballage ayant un caractère limité dans le temps.

Art.32 : Les dispositions de l'article 31 ci-dessus ne concernent pas les soldeurs professionnels dont l'activité habituelle consiste à acheter à des commerçants ou à des fabricants des marchandises neuves dépareillées, défraîchies, démodées ou de deuxième choix en vue de les revendre.

Art. 33 : Ne sont pas considérées comme ventes au déballage, les ventes effectuées par des commerçants ambulants et forains lorsque ces ventes ne présentent pas un caractère exceptionnel, correspondant au commerce dont il est fait mention sur la patente des intéressés et qu'elles sont réalisées sur les emplacements où les commerçants exercent habituellement et régulièrement leur activité.

Art.34 : Aucune publicité ou mise en vente afférente aux ventes prévues à l'article 31 ci-dessus ne peut intervenir avant la délivrance de l'autorisation du Ministre chargé du Commerce.

Les conditions d'octroi de cette autorisation sont définies par un arrêté du Ministre Chargé du Commerce.

Art .35 : Sont interdites, la tromperie, la falsification, la détention illégitime, des marchandises, des substances médicamenteuses, des instruments de dosage, de pesage et de mesurage.



## CHAPITRE 5 : DES INFRACTIONS, DE LA PROCEDURE, ET DES SANCTIONS.

### SECTION 1 : DES INFRACTIONS

**Art.36 :** Constituent des infractions, tous les manquements aux dispositions des chapitres 3 et 4 du présent Décret ainsi que celles du code pénal y relatives.

### SECTION 2 : DE LA PROCEDURE.

**Art.37 :** Sont habilités à procéder à la recherche et à la constatation des infractions, les fonctionnaires et agents assermentés du Ministère du commerce, ainsi que tout Expert commis à cet effet.

Ils sont assistés dans l'exercice de leurs fonctions par les agents de la force publique.

**Art. 38 :** Les fonctionnaires et agents assermentés du Ministère du Commerce et tous Experts commis sont tenus au secret professionnel. Ils peuvent se faire communiquer à leur demande tous les documents en quelque main que ce soit sans se voir opposer aucune objection par les agents économiques et les services publics.


**Art.39 :** Après la constatation de l'infraction, une déclaration motivée du Procès-verbal est faite au prévenu en lui indiquant la date, l'heure et le lieu de la rédaction à laquelle il est tenu d'assister.

Un procès-verbal est dressé contre inconnu lorsque le prévenu n'a pas été identifié.


**Art.40 :** Le procès-verbal dressé à l'issue des infractions constatées, doit énoncer clairement :

- la date, l'heure et le lieu de la rédaction et de la clôture ;
- les noms, prénoms, fonction et résidence administrative des verbalisateurs ;
- les noms, prénoms, qualité, adresse et signature du prévenu.

**Art.41 :** L'usage d'un imprimé spécial est obligatoire pour la rédaction du Procès-verbal. Mais lorsqu'il en est fait usage et que l'affaire nécessite des développements, tels qu'ils ne peuvent contenir dans son cadre, des feuilles supplémentaires sont intercalées. Les différentes pages du procès-verbal font alors l'objet d'un numérotage continu et chaque intercalaire doit être paraphé par le ou les agents verbalisateurs et le prévenu.





- Art.42 :** Le procès-verbal doit être signé, mais seule la signature du ou des agents verbalisateurs est obligatoire. Le prévenu doit être invité à signer l'acte qui doit faire mention de cette invitation et de l'acceptation ou de refus de s'exécuter.
- Art.43 :** Les ratures des lignes et de mots de même que les renvois doivent être approuvés et paraphés par les signataires de l'acte. Les inscriptions en interlignes sont interdites. Les espaces laissés doivent être barrés.
- Art. 44 :** Les agents qui constatent une infraction à la législation ont le droit de saisir tous les objets passibles de confiscation, de retenir tous les documents et expéditions relatifs aux objets saisis, de procéder à la retenue préventive des biens jusqu'au règlement de l'amende infligée.
- Art.45 :** A peine de nullité, le procès-verbal doit énoncer la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en a été faite au délinquant, la nature et le nombre des objets saisis, la présence du prévenu à leur description et inventaire ou la sommation qui lui a été faite, le nom et la qualité du gardien de saisie, la date et le lieu de rédaction du procès-verbal et l'heure de sa clôture.
- Art.46 :** La saisie principale porte sur le corps même du délit et sur les instruments, véhicules ou moyen de transport qui ont servi à le commettre.
- Art.47 :** La saisie complémentaire est facultative. Elle peut porter sur tout ou partie des produits existant dans les établissements professionnels du prévenu.
- Art.48 :** La saisie principale est réelle si les biens qui en sont l'objet peuvent être appréhendés.
- La saisie complémentaire est toujours réelle.
- La saisie réelle donne lieu à gardiennage, sauf lorsque ces biens saisis sont laissés sous caution solvable à la disposition du prévenu.
- La description des produits saisis est obligatoire. Elle doit faire connaître leur désignation exacte, référence à l'appui, les quantités saisies et leurs valeurs.
- Art. 49 :** La description des produits saisis doit figurer dans le corps du procès verbal ou éventuellement, pour des raisons de commodités, sur un état annexe dont mention doit être faite obligatoirement dans l'acte principal.
- Art. 50 :** La saisie est fictive si les biens qui en sont l'objet ne peuvent être appréhendés.
- L'agent verbalisateur doit procéder à l'estimation de la valeur des produits faisant l'objet d'une saisie fictive. Cette valeur estimée doit figurer obligatoirement au procès-verbal. 



Art. 51 : Lorsque les marchandises saisies ne sont pas prohibées, il peut être donné main levée de la saisie par le Ministre Chargé du Commerce sous caution solvable ou sous consignation de la valeur. Les marchandises prohibées ne peuvent donner lieu à main levée.

Art. 52 : Si la saisie a donné lieu à main levée, la description des biens est facultative, mais leur valeur estimative doit figurer obligatoirement dans le procès-verbal.

Art. 53 : Lorsque la saisie donne lieu à gardiennage, le gardien responsable doit obligatoirement signer le procès-verbal.

Une copie du procès-verbal doit être laissée au prévenu qu'il ait accepté de signer ou non.

Art. 54 : Lorsqu'il s'agit d'une saisie prononcée contre inconnu et que le propriétaire de la marchandise ne s'est pas fait connaître, il est procédé conformément aux textes en vigueur, à la vente aux enchères publiques de la marchandise et le produit de la vente est alors consigné.

Art. 55 : La transaction peut comporter abandon par le propriétaire de tout ou partie des biens saisis. Dans ce cas, il est procédé à la vente aux enchères publiques de ces biens.

Art. 56 : Le Ministre Chargé du Commerce peut transiger avec les personnes poursuivies pour infraction aux dispositions de la loi n° 92.002 du 26 mai 1992 et son présent décret d'application.

Art. 57 : L'offre transactionnelle, à l'issue de la procédure, est faite au prévenu qui doit arrêter de commun accord avec l'administration la transaction.

Art. 58 : Aux termes d'une éventuelle transaction, l'administration s'engage à ne pas exercer de poursuites à la condition que le prévenu reconnaisse l'infraction et accepte de verser dans un délai d'un mois, l'amende transactionnelle dont il est passible.

Le bénéfice de la transaction peut être accordé ou non au prévenu. En cas de refus de transiger soit par l'administration soit par le prévenu ou de l'inexécution des clauses incluses dans l'acte de transaction, la juridiction civile compétente est saisie par le Ministre chargé du Commerce.





Art. 59 : Le recouvrement des transactions et confiscations est :

- assuré par les caissiers nommés par Arrêté du Ministre Chargé du Commerce
- reversé au compte ouvert dans les écritures du Trésor Public sur la ligne budgétaire Transactions Contrôle Economique.

Art 60 : L'action est introduite devant la juridiction civile ou commerciale compétente par toute personne justifiant d'un intérêt, par le Ministre Chargé du Commerce ou le Président du Comité National de la Concurrence et de la Consommation lorsque celui-ci constate à l'occasion des affaires qui relèvent de sa compétence une pratique mentionnée à l'article 25.

Art. 61 : Le Président de la juridiction saisie peut par ordonnance de référé prescrire la cessation des agissements en cause ou toute mesure provisoire.

Art 62 : Le Ministre Chargé du Commerce peut, devant les juridictions civile et/ou pénale, déposer des conclusions et les développer oralement à l'audience

### Section 3 : Des sanctions


Art. 63 : Les infractions pénales au titre II articles 3,4 et 5 au titre III articles 9, 11, 12,13,14 et 15 de la loi n° 92.002 du 26 Mai 1992 sont punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 1.000.000 à 100.000.000 de francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement indépendamment du retrait de l'agrément délivré par le Ministre du Commerce. En cas de récidive, les peines seront doublées.

Art 64 : Les infractions prévues au titre IV article 16 de la loi n° 92.002 du 26 Mai 1992 sont punies d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 1.000.000 à 100.000.000 de francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 65 : Sera puni des peines prévues à l'article 29 de la loi n° 92.002, quiconque sera opposé à l'exercice des fonctions des agents désignés aux articles 23 de la loi et 38 du présent décret.

Art. 66 : Les infractions aux dispositions des articles 6,10,16.1,16.2 et 16.4 de la loi n° 92.002 du 26 Mai 1992 et des articles 7,12,13,14,15,16,24.2,24.3,28,34 du présent Décret sont punies des peines d'amendes prévues pour les contraventions de cinquième (5<sup>ème</sup>) catégorie.

Art. 67 : La grille des sanctions et des amendes est prévue dans le tableau des pratiques économiques joint en annexe du présent décret.

Art. 68 : En cas de condamnation, le tribunal peut ordonner la confiscation au profit de l'Etat, de tout ou partie des biens saisis. En cas de saisie fictive, la confiscation porte sur tout ou partie de la valeur estimative. 



Art. 69: Pour garantir le recouvrement des amendes et confiscations prononcées par les Tribunaux, ceux-ci peuvent ordonner la mise sous séquestre de tout ou partie des biens du condamné jusqu'à concurrence des sommes à garantir.

Art 70: La juridiction compétente peut ordonner que sa décision soit publiée intégralement ou par extrait dans les journaux qu'elle désigne et affichée en caractères très apparents dans les lieux qu'elle indique.

Art 71: Faute d'être réclamée par son propriétaire dans le délai de six (06) mois à compter du jour où le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée, la partie non confisquée de la saisie est réputée propriété de l'Etat.

Les biens confisqués ou acquis à l'Etat sont remis à l'Administration des domaines qui procède à leur aliénation dans les conditions fixées par les lois et règlements.

### CHAPITRE 6 : DES DISPOSITIONS DIVERSES

Art.72: En application des dispositions de l'article 34 de la loi n°.92.002 du 26 Mai 1992, il est alloué aux fonctionnaires et agents assermentés du Ministère chargé du Commerce les avantages suivants :

A- Des remises sur les réalisations budgétaires qui concernent les amendes transactionnelles et le montant des confiscations dont le taux est fixé à 50%, rétrocédées à chaque versement

La clé de répartition sera précisée par Arrêté du Ministre chargé du Commerce.

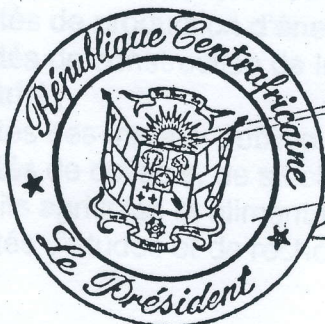
B- Des indemnités de caisse de trente mille (30.000) F CFA par mois.

Art 73: Les agents de la force publique qui ont été associés à l'action, participent à la répartition des remises au prorata du nombre de jours durant lesquels ils ont été associés.

Art 74 : Le Ministre du Commerce, le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux et le Ministre des Finances et du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent Décret.

Art. 75 : Le présent Décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de sa signature sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Fait à Bangui, le 11 JUL 2006



*[Signature]*  
Le Général d'Armée,  
François BOZIZE